



Copie issue du dossier de la personne morale du texte des statuts applicable à la date de délivrance,
certifiée conforme par la Fédération Royale du Notariat Belge.

Date de délivrance de la copie: 04/06/2025

Date de dépôt de cette version du texte des statuts dans le dossier de la personne morale: 23/05/2025

Date de l'acte authentique à la source de cette version du texte des statuts: 13/05/2025

"TEXAF"

Société Anonyme

Siège social à Ixelles (1050 Bruxelles), Avenue Louise 130A
Numéro d'entreprise TVA BE 0403.218.607 RPM Bruxelles (division francophone)

Liste des dates de publication, dressée conformément à l'article 2:8, §1 du Code des Sociétés et des Associations.

ACTE CONSTITUTIF :

- société constituée le 14 août 1925 et aux termes d'un acte publié à l'Annexe au Moniteur belge des 28 et 29 décembre suivant, sous le numéro 14124 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre suivant, folio 700.

ACTES MODIFICATIFS :

- 20 janvier, 22 février et 1^{er} mars 1926 (annexes Moniteur belge du 26 novembre 1926, numéros 12630, 12631 et 12632, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1926, folio 624).
- 26 avril 1927 (annexes Moniteur belge du 8 mai 1927, numéro 6068 et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1927, numéro 547).
- 30 juillet 1927 (annexes Moniteur belge du 24 août 1927, numéro 10835, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1927, numéro 1065).
- 12 décembre 1928 (annexes Moniteur belge du 28 décembre 1928, numéro 16.616, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1929, numéro 219).
- 22 janvier 1930 (annexes Moniteur belge du 12 février 1930, numéro 1655, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 25 avril 1930, numéro 254).
- 16 octobre 1936 (annexes Moniteur belge du 7 janvier 1937, numéro 90, et des 25 et 26 janvier 1937, numéro 818 et Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1937, numéro 70).
- 19 novembre 1946 (annexes Moniteur belge des 16 et 17 décembre 1946, numéro 22.243 et du 6 avril 1947, numéro 5647, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1947, numéro 487).
- 25 mars 1948 (annexes Moniteur belge des 19 et 20 avril 1948, numéro 7016, et des 2,3 et 4 mai 1948, numéro 8738 et Bulletin Officiel du Congo Belge du 25 décembre 1948, numéro 1222).
- 13 octobre 1948 (annexes Moniteur belge des 8 et 9 novembre 1948, numéro 21.202 et Bulletin Officiel du Congo belge du 25 décembre 1948, numéro 1218).
- 10 mai 1950 (annexes Moniteur belge du 10 juin 1950, numéro 14174 et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950, numéro 1351).
- 13 juin 1951 (annexes Moniteur belge du 4 août 1951, numéro 18.153 et Bulletin Officiel du Congo belge du 15 août 1951, numéro 2132).

- 12 septembre 1955 (annexes Moniteur des 24 et 25 octobre 1955, numéro 26407 et Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} novembre 1955, numéro 2775).
- 15 octobre 1957 (annexes Moniteur belge du 13 décembre 1957, numéro 30411 et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1957, numéro 3031).
- 22 juin 1960 (annexes Moniteur belge du 12 juillet 1960, numéro 21146).
- 18 octobre 1960 (annexes Moniteur belge du 9 novembre 1960, numéro 29357).
- 24 mai 1961 (annexes Moniteur belge du 13 juin 1961, numéro 17232).
- 18 septembre 1962 annexes Moniteur belge du 4 octobre 1962, numéro 27483).
- 10 juin 1965 (annexes Moniteur belge du 26 juin 1965, numéro 20708).
- 13 décembre 1983 (annexes Moniteur belge du 7 janvier 1984, numéro 145-13).
- 9 décembre 1986 (annexes Moniteur belge du 1^{er} janvier 1987, numéro 870101-418).
- procès-verbal dressé par le notaire **Pierre Willocx**, à Bruxelles, le 23 juin 1992, publié à l'Annexe au Moniteur du 16 juillet suivant, sous le numéro 920716-325.
- procès-verbal dressé par le notaire **Edwin Van Laethem**, à Ixelles, le 29 avril 1997, publié à l'Annexe au Moniteur du 23 mai suivant, sous le numéro 970523-225.
- assemblée générale sous seing privé tenue le 27 avril 1999, publié à l'Annexe au Moniteur du 8 juin 2001, sous le numéro 20010608-440.
- procès-verbal (actualisation et refonte des statuts) dressé par **Vincent Vroninks** notaire associé à Ixelles, le 27 avril 2004, publié à l'Annexe au Moniteur le 18 août suivant, sous le numéro 04121184.
- procès-verbal (réunion du Conseil d'Administration – modifications aux statuts) dressé par **Vincent Vroninks** notaire associé à Ixelles, le 05 décembre 2007, dont un extrait a été publié aux annexes au Moniteur Belge du 25 janvier 2008, sous le numéro 08014568.
- procès-verbal (capital autorisé – modification de la dénomination – augmentation de capital – division des actions – conversion des titres au porteur en actions nominatives – modifications aux statuts) dressé par **Vincent Vroninks** notaire associé à Ixelles, le 09 février 2012, dont un extrait a été publié à l'annexe au Moniteur belge du 1^{er} mars suivant, sous le numéro 12048092.
- procès-verbal (contenant scission partielle par constitution d'une nouvelle société – assemblée générale de la société scindée – augmentation du capital par apport en nature – modification aux statuts) dressé par **Vincent Vroninks**, notaire associé à Ixelles, le 13 mai 2014, dont un extrait a été publié aux Annexes du Moniteur belge du 2 avril 2015, sous le numéro 15048360.-procès-verbal (contenant capital autorisé – modification des statuts – adoption d'un nouveau texte des statuts – adoption d'une version en néerlandais des statuts) dressé par **Vincent Vroninks**, notaire associé à Ixelles, le 12 mai 2020, dont des extraits ont été publiés aux Annexes du Moniteur belge du 9 juillet suivant, sous les numéros 20078120 (en français) et 20078121 (en néerlandais).
- procès-verbal (contenant augmentation de capital dans le cadre du 'capital autorisé') dressé par **Vincent Vroninks**, notaire associé à Ixelles, le 28 mai 2020, dont des extraits ont été

publiés aux Annexes du Moniteur belge du 20 août suivant, sous les numéros 20338271 (en français) et 20338272 (en néerlandais).

- procès-verbal (contenant augmentation de capital dans le cadre du 'capital autorisé)) dressé par **Vincent Vroninks**, notaire à Ixelles, le 28 mai 2021, en cours de publication aux annexes du Moniteur belge. - procès-verbal (contenant autorisation 'capital autorisé – modification aux statuts) dressé par **Vincent Vroninks**, notaire à Ixelles, le 13 mai 2025.

Liste arrêtée après la rédaction du texte des statuts coordonnés, suite au procès-verbal dressé par **Vincent Vroninks**, notaire associé à Ixelles, en date du 13 mai 2025.

=====

STATUTS

TITRE I. : DÉNOMINATION - SIÈGE - OBJET – DURÉE

Article 1. : Forme - Dénomination

La société, constituée originairement sous forme de société congolaise par actions à responsabilité limitée, a la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée « **TEXAF** »."

Les dénominations complète et abrégée peuvent être utilisées ensemble ou séparément. Elles doivent toujours être précédées ou suivies de la mention "société anonyme" ou des initiales "SA".

La société a la qualité d'une société cotée en bourse.

Article 2. : Siège social

Le siège de la société est établi à en Région de Bruxelles-Capitale.

Il peut être transféré en tout autre endroit en Belgique par simple décision du conseil d'administration.

La société peut, de la même manière, établir des sièges administratifs ou d'exploitation, succursales ou agences en Belgique ou à l'étranger.

Article 3. : Objet social

La société a pour objet de s'intéresser, par une prise de participations, à toutes entreprises industrielles, commerciales ou civiles, ceci comprenant des concours techniques, administratifs et financiers, ainsi que de gérer un portefeuille ainsi constitué.

Elle peut, dans les limites de son objet social, tant en Belgique qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales et civiles.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

Article 4. : Durée

La société a une durée illimitée.

TITRE II. : CAPITAL - ACTIONS - OBLIGATIONS - AUTRES TITRES

Article 5. : Capital

Le capital social est fixé à vingt-cinq millions quatre cent nonante-six mille neuf cent quarante-six euros et huit cents (25.496.946,08 EUR), représenté par trois millions six cent soixante-six mille cinq cent cinquante-six (3.666.556) actions, sans mention de valeur nominale.

Article 6. : Capital autorisé

Aux dates et conditions qu'il fixera, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de vingt-cinq millions euros (25.000.000 EUR). Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge de la modification des statuts décidée par l'assemblée générale du 13 mai 2025. Elle est renouvelable. Lorsque l'assemblée générale décide d'accorder cette autorisation ou de la renouveler, les circonstances spécifiques dans lesquelles le capital autorisé pourra être utilisé et les objectifs poursuivis sont indiqués dans un rapport spécial. L'absence d'un tel rapport entraîne la nullité de la décision de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à émettre, en une ou plusieurs fois, aux conditions prévues par la loi, des obligations convertibles ou remboursables en actions, des droits de

souscription ou d'autres instruments financiers donnant à terme droit à des actions, à concurrence d'un montant maximum fixé de manière telle que le montant des augmentations de capital qui résulteraient de la conversion ou du remboursement des obligations ou de l'exercice des droits de souscription ou autres instruments financiers n'excède pas la limite jusqu'à laquelle le capital peut encore être augmenté par le conseil d'administration suite à l'application du premier alinéa.

Les augmentations de capital décidées en vertu de ces autorisations pourront être effectuées tant par des apports en numéraire, ou en nature dans les limites légales, que par l'incorporation de réserves disponibles ou indisponibles, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, avec ou sans droit de souscription. En cas d'augmentation de capital accompagnée du versement ou de la comptabilisation d'une prime d'émission, seul le montant porté au capital sera soustrait du montant restant utilisable du capital autorisé.

Le conseil est tenu de respecter le droit préférentiel de souscription conformément à la loi. Le conseil d'administration peut toutefois limiter ou supprimer, dans l'intérêt social et dans les conditions prescrites par la loi, le droit préférentiel de souscription reconnu par la loi aux actionnaires existants pour les augmentations de capital en espèces et pour les émissions d'obligations convertibles ou remboursables en actions, de droits de souscription ou d'autres instruments financiers donnant droit à terme à des actions décidées par lui, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou d'une ou plusieurs de ses filiales.

Lorsqu'il fait usage des autorisations prévues au présent article, le conseil d'administration est compétent pour adapter les statuts à l'effet de modifier l'article relatif au capital et à sa représentation, de compléter l'historique du capital ainsi que, par une disposition temporaire à insérer dans le présent article (ou in fine des statuts), indiquer dans quelle mesure il a fait usage de son pouvoir d'augmenter le capital.

Article 7. : Appels de fonds

L'engagement de libération d'une action est inconditionnel et indivisible.

Les actions qui n'ont pas été entièrement libérées au moment de leur souscription, seront libérées partiellement ou entièrement aux époques et pour les montants fixés souverainement par le conseil d'administration.

L'actionnaire qui, après un appel de fonds signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire au versement dans le délai fixé dans la communication, est redevable à la société, d'un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal augmenté de deux pour cent l'an, à dater de l'exigibilité du versement.

Aussi longtemps que les versements appelés n'auront pas été opérés, après l'échéance du délai fixé au paragraphe précédent, l'exercice des droits attachés aux actions sera suspendu.

Article 8. : Indivisibilité des titres

La société ne reconnaît, en ce qui concerne l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire par titre.

Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social, ni

s'immiscer en rien dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux comptes sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 9. : Nature des titres

Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Les actions entièrement libérées et les autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés.

Il est tenu au siège social un registre pour chaque catégorie de titres nominatifs, soit sous forme matérielle originale, soit sous forme électronique conformément à la législation applicable. Le droit de propriété des titres nominatifs s'établit par une inscription dans le registre ad hoc. Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux titulaires des titres.

Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte, au nom de son propriétaire ou de son détenteur, auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation. Le nombre des titres dématérialisés en circulation à tout moment est inscrit, par catégorie de titres, dans le registre des titres nominatifs au nom du teneur de comptes ou de l'organisme de liquidation.

Tout titulaire de titres dématérialisés peut, à tout moment et à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres nominatifs. La conversion sera constatée par une inscription dans le registre ad hoc, dans les cinq (5) jours ouvrables de la demande, datée et signée par deux administrateurs de la société.

Article 10. : Transfert des titres

Toute cession de titres nominatifs s'opère par une déclaration de transfert, inscrite dans le registre relatif à ces titres, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs, ou de toute autre manière autorisée par le Code des sociétés et des associations, le cas échéant par l'utilisation de la signature électronique, en conformité avec la législation applicable.

Le titre dématérialisé inscrit en compte se transmet par virement de compte à compte.

Article 11. : Acquisition de ses propres actions

La société peut acquérir ses propres actions ou parts bénéficiaires, par voie d'achat ou d'échange, directement ou par personne agissant en son nom propre mais pour compte de la société, conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

Article 12. : Augmentation de capital - Droit de préférence

L'augmentation du capital est décidée par l'assemblée générale des actionnaires aux conditions requises par le Code des sociétés et des associations.

Lors de toute augmentation de capital en espèces, les nouvelles actions doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Les modalités d'exercice de ce droit de préférence sont déterminées par le Code des sociétés et des associations.

Dans l'intérêt social, l'assemblée générale peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle, conformément au Code des sociétés et des associations.

Si le droit de propriété des actions concernées est scindé entre nu-propriétaire et usufruitier, le droit de préférence appartiendra au nu-propriétaire, sauf décision contraire. Les nouvelles actions ainsi souscrites seront grevées d'usufruit comme l'étaient les anciennes actions. Si le nu-propriétaire ne fait pas usage du droit de préférence, celui-ci pourra être exercé par

l'usufruitier. Les actions qui seront ainsi exclusivement souscrites par l'usufruitier, appartiendront à ce dernier en pleine propriété.

En cas d'augmentation de capital avec création d'une prime d'émission, le montant de cette prime doit être intégralement libéré à la souscription.

La prime d'émission ainsi créée doit, lorsqu'elle n'est pas incorporée au capital social, être comptabilisée dans les capitaux propres au passif du bilan à un compte indisponible qui, au même titre que le capital social, constitue la garantie des tiers et ne peut être réduit ou supprimé qu'en exécution d'une décision régulière de l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour la modification des statuts.

Article 13. : Réduction du capital

Toute réduction du capital social ne peut être décidée que par l'assemblée générale, délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts et moyennant observation des dispositions du Code des sociétés et des associations.

Article 14. : Obligations

Le conseil d'administration peut émettre des obligations, dont il déterminera le type, l'époque et les conditions d'émission, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de remboursement, ainsi que toutes les garanties hypothécaires ou autres qui pourraient y être attachées.

L'émission d'obligations convertibles, d'obligations avec droit de souscription ou de droits de souscription, ne peut être décidée que conformément au Code des sociétés et des associations.

TITRE III. – ADMINISTRATION

Article 15. : Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration comprenant au moins cinq (5) membres, actionnaires ou non de la société, personnes physiques ou morales.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, pour un terme ne pouvant excéder six ans.

L'assemblée générale peut mettre un terme à tout moment, avec effet immédiat et sans motif au mandat de chaque administrateur.

Les administrateurs sont rééligibles.

Si une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner une personne physique comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale, le tout conformément au Code des sociétés et des associations.

Le mandat des administrateurs sortants et non réélus prend fin immédiatement après l'assemblée annuelle de l'année au cours de laquelle le mandat vient à échéance.

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et éventuellement un ou plusieurs vice-présidents.

Article 16. : Vacance

Lorsque la place d'un administrateur devient vacante avant la fin de son mandat, les administrateurs restants ont le droit de coopter un nouvel administrateur.

La première assemblée générale qui suit doit confirmer le mandat de l'administrateur coopté. En cas de confirmation, l'administrateur coopté termine le mandat de son prédécesseur, sauf si l'assemblée générale en décide autrement. À défaut de confirmation, le mandat de

l'administrateur coopté prend fin après l'assemblée générale, sans que cela porte préjudice à la régularité de la composition de l'organe d'administration jusqu'à cette date.

Lorsque le conseil d'administration ne compte que cinq membres et qu'un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restant devront convoquer une assemblée générale afin de nommer les administrateurs nécessaires pour respecter le prescrit statutaire concernant la composition du conseil d'administration.

Article 17. : Responsabilité

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais ils sont responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion, conformément au droit commun et au Code des sociétés et des associations.

Article 18. : Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que le président du conseil d'administration ou deux administrateurs au moins ou l'administrateur délégué ou deux membres du comité de direction le demandent.

Les lettres de convocations sont adressées au moins cinq jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence à motiver au procès-verbal de la réunion. Ces convocations contiennent l'ordre du jour, date, lieu et heure de la réunion et sont envoyées par lettre, poste aérienne, télégramme, télex, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de (télé)communication qui se matérialise par un document écrit.

Les convocations sont censées avoir été faites au moment de leur envoi.

Lorsque tous les membres du conseil d'administration sont présents ou valablement représentés, il n'y a pas lieu de justifier d'une convocation préalable.

Les réunions se tiennent au siège ou à l'endroit indiqué dans les convocations, en Belgique ou - exceptionnellement - à l'étranger.

Elles peuvent également se tenir par conférence téléphonique ou vidéoconférence. Dans ce cas, la réunion du conseil est réputée s'être tenue au siège social de la société.

Elles sont présidées par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le vice-président le plus âgé, ou à défaut des deux, par un administrateur choisi par les autres membres.

Si, dans cette dernière hypothèse, aucun accord ne peut être trouvé, le conseil sera présidé par l'administrateur le plus âgé qui est présent.

Article 19. : Délibération - Représentation des membres absents

A. Le conseil d'administration ne peut délibérer et prendre des résolutions que si la majorité au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur peut, par écrit, télégramme, télex, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de (télé)communication qui se matérialise par un document écrit, donner mandat à un autre membre du conseil pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place.

Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus de deux (2) de ses collègues.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité ordinaire des voix.

Si, dans une réunion du conseil d'administration, valablement composée, un ou plusieurs administrateurs ou leurs mandataires s'abstiennent de voter, les décisions seront valablement prises à la majorité des voix des autres membres du conseil présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du président de la réunion est prépondérante.

B. Les administrateurs pourront délibérer et prendre toutes décisions par consentement unanime exprimé par écrit.

Dans cette hypothèse, un projet de décision, précédé d'un exposé des motifs circonstancié, vaudra résolution si, communiqué simultanément aux administrateurs, il est approuvé par écrit inconditionnellement et à l'unanimité par ceux-ci.

Il ne pourra cependant être recouru à cette procédure pour l'établissement des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé ou pour toute décision du conseil devant être constatée par un acte authentique.

Article 20. : Conflits d'intérêts

Si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant du conseil d'administration, il doit le communiquer aux autres administrateurs avant la délibération du conseil d'administration.

La déclaration de l'administrateur ou du membre du comité de direction concerné, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé qui existe dans son chef, doivent figurer dans le procès-verbal du conseil d'administration ou du comité qui doit prendre la décision.

De plus, lorsque la société a nommé un ou plusieurs commissaires, l'administrateur concerné doit les en informer.

L'administrateur ayant un conflit d'intérêts tel que visé à l'alinéa 1er, ne peut prendre part aux délibérations du conseil d'administration concernant ces opérations ou ces décisions, ni prendre part au vote sur ce point. Lorsque tous les administrateurs ont un conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'assemblée générale ; en cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, l'organe d'administration peut l'exécuter.

Article 21. : Administration

a) En général :

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception des actes réservés par le Code des sociétés et des associations à l'assemblée générale.

Nonobstant les obligations découlant de l'administration collégiale, à savoir la concertation et le contrôle, les administrateurs peuvent répartir entre eux les tâches d'administration.

b) Gestion journalière

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes, membres ou non du conseil; ils agiront séparément, conjointement ou en tant que collège, selon la décision du conseil d'administration.

Le cas échéant, le conseil d'administration restreint leurs pouvoirs de représentation.

De telles restrictions ne sont pas opposables aux tiers.

La personne à qui ces pouvoirs sont confiés, porte le titre de "directeur" et si elle est administrateur, le titre "d'administrateur délégué".

c) Délégation de pouvoirs

Le conseil d'administration, , et ceux à qui la gestion journalière a été déléguée, peuvent, dans le cadre de cette gestion, déléguer à une ou plusieurs personnes de leur choix, des pouvoirs spéciaux et déterminés.

Les mandataires engagent la société dans les limites des pouvoirs qui leur ont été confiés, nonobstant la responsabilité du mandant en cas de dépassement de leurs pouvoirs de délégation.

Article 22. : Représentation

Le conseil d'administration représente, en tant que collège, la société à l'égard des tiers et en justice.

Nonobstant le pouvoir général de représentation du conseil d'administration en tant que collège, la société est valablement représentée en justice et à l'égard des tiers, en ce compris un officier public (dont le conservateur des hypothèques) :

- soit par deux administrateurs, agissant conjointement, dont au moins le président du conseil d'administration, le vice-président ou un administrateur délégué;
- soit, dans les limites de la gestion journalière, par la ou les personnes à qui cette gestion a été déléguée.

Ils ne devront fournir aucune justification d'une décision préalable du conseil d'administration.

La société est, en outre, valablement représentée par les mandataires spéciaux, agissant dans les limites de leur mandat.

Article 23.: Comités consultatifs et comités spécialisés

Le conseil d'administration crée, en son sein, un comité d'audit ainsi qu'un comité de nomination et de rémunération, dont les missions et les pouvoirs ainsi que la composition sont arrêtés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut créer en son sein et sous sa responsabilité un ou plusieurs comités consultatifs également, dont il définit la composition et la mission.

Article 24. : Procès-verbaux

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par la majorité des membres présents. Ces procès-verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial.

Les procurations, ainsi que les avis donnés par écrit, y sont annexés.

Sauf délégation spéciale par le conseil d'administration, les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou le vice-président ou par un administrateur délégué.

TITRE IV. - CONTRÔLE

Article 25. : Contrôle de la société

Pour autant que la société y soit tenue légalement, le contrôle de la situation financière de la société, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des associations et des présents statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, doit être confié à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable.

Si la société n'est pas légalement tenue de nommer un commissaire et décide de ne pas en nommer, chaque actionnaire a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire.

TITRE V. - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE(S)

Article 26.

- a) L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une indemnité fixe ou variable.
Le conseil d'administration peut accorder des indemnités aux administrateurs et directeurs, chargés de fonctions ou de missions spéciales.
- b) Les émoluments des commissaires éventuels consistent en une somme fixe établie au début de leur mandat par l'assemblée générale. Ils ne peuvent être modifiés que du consentement des parties.

L'accomplissement de prestations exceptionnelles ou de missions particulières, ne peut être rémunéré par des émoluments spéciaux que pour autant qu'il en soit rendu compte dans le rapport de gestion.

La société ne peut leur consentir des prêts ou avances ni donner ou constituer des garanties à leur profit.

TITRE VI. - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Article 27. : Composition et pouvoirs

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les décisions prises par l'assemblée générale sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article 28. : Assemblée générale ordinaire ou assemblée annuelle

L'assemblée générale ordinaire – également dénommée assemblée annuelle - se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année, à onze heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable suivant, autre qu'un samedi, à la même heure.

Cette assemblée prend connaissance du rapport de gestion et du rapport du(des) commissaire(s) éventuel(s), discute les comptes annuels et les approuve; elle donne décharge - par vote séparé - aux administrateurs et commissaire(s) éventuel(s), procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et commissaire(s) éventuel(s) sortants ou manquants et prend toutes décisions en ce qui concerne les autres points de l'ordre du jour.

Article 29. : Assemblées générales extraordinaires et spéciales

Une assemblée générale *extraordinaire*, en cas de modification des statuts, ou une assemblée générale *spéciale*, dans tous les cas autres qu'une modification des statuts, pourra être convoquée à tout moment pour délibérer et prendre des résolutions sur tous points relevant de sa compétence.

Une assemblée générale extraordinaire ou spéciale doit être convoquée à la demande d'actionnaires représentant un/dixième du capital social ou à la demande du président du conseil d'administration, du vice-président ou de l'administrateur délégué ou de trois administrateurs et chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins trois pour cent (3%) du capital social de la société peuvent, conformément aux dispositions du Code des sociétés, requérir l'inscription de sujets à traiter à l'ordre du jour de toute assemblée générale, ainsi que déposer des propositions de décision concernant les sujets à traiter inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour.

Article 30. : Lieu

Les assemblées générales se tiennent au siège social ou en un autre endroit indiqué dans les convocations.

Article 31 : Convocation - Forme

Les convocations à une assemblée générale, contenant l'ordre du jour, doivent être faites par des annonces insérées trente jours au moins avant l'assemblée:

- a) dans le Moniteur belge;
- b) sauf pour les assemblées générales ordinaires qui se tiennent dans la commune aux lieu, jour et heure indiqués dans l'acte constitutif et dont l'ordre du jour se limite à la discussion et l'approbation des comptes annuels, du rapport de gestion et du rapport du commissaire, du rapport de rémunération et de l'indemnité de départ des administrateurs exécutifs, visée à l'article 7 :92, alinéa 1^{er}, et le vote sur la décharge des administrateurs et du commissaire, dans un organe de presse de diffusion nationale;
- c) dans des médias dont on peut raisonnablement attendre une diffusion efficace des informations auprès du public dans l'ensemble de l'Espace économique européen et qui sont accessibles rapidement et de manière non discriminatoire.

Si une nouvelle convocation est nécessaire en raison de l'absence des conditions de présence requises pour la première assemblée convoquée et pour autant qu'il ait été satisfait au présent paragraphe lors de la première convocation, que la date de la deuxième assemblée ait été indiquée dans la première convocation et que l'ordre du jour ne comporte aucun sujet à traiter nouveau, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est porté à dix-sept jours au moins avant l'assemblée.

Les convocations seront communiquées, dans le délai de convocation visé à l'alinéa 1^{er} ou 2, aux actionnaires, porteurs d'obligations ou titulaires d'un droit de souscription en nom, aux titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société, aux administrateurs et aux commissaires; cette communication se fait par lettre ordinaire sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand l'ensemble des actions, obligations, droits de souscription ou certificats émis avec la collaboration de la société est nominatif, la société peut se limiter à la communication des convocations par lettre recommandée à la poste sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication. La société ne peut pas facturer aux actionnaires des frais spécifiques en raison de l'application du présent paragraphe.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent au moins les éléments d'information requis par la loi, notamment l'article 7 :129 §2 du Code des sociétés et des associations.

Article 32. : Participation à l'assemblée

Le droit de participer à une assemblée générale et d'y exercer le droit de vote est subordonné à l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire le quatorzième jour qui précède l'assemblée générale, à vingt-quatre heures (heure belge) (ci-après, la date d'enregistrement), soit par leur inscription sur le registre des actions nominatives de la société, soit par leur inscription dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de

liquidation, soit par la production des actions au porteur à un intermédiaire financier, sans qu'il soit tenu compte du nombre d'actions détenues par l'actionnaire au jour de l'assemblée générale. Les propriétaires d'actions dématérialisées ou au porteur souhaitant prendre part à l'assemblée doivent produire une attestation délivrée par leur intermédiaire financier ou teneur de comptes agréée certifiant, selon le cas, le nombre d'actions dématérialisées inscrites au nom de l'actionnaire dans ses comptes à la date d'enregistrement ou le nombre d'actions au porteur produites à la date d'enregistrement, et pour lequel l'actionnaire a déclaré vouloir participer à l'assemblée générale. Ce dépôt doit être effectué au siège social ou auprès des établissements désignés dans les avis de convocation, au plus tard le sixième jour avant la date de l'assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives souhaitant prendre part à l'assemblée doivent notifier leur intention à la société, par lettre ordinaire, télécopie ou courriel, adressé au plus tard le sixième jour avant la date de l'assemblée.

Article 33. : Représentation

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire unique, sauf dans les cas prévus par la loi.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations. Les procurations doivent parvenir à la société au lieu indiqué dans la convocation au plus tard le sixième jour qui précède l'assemblée générale et sont annexées au procès-verbal de la réunion.

Article 34. : Liste de présence

Avant de prendre part à l'assemblée, les actionnaires ou leurs mandataires sont tenus de signer la liste de présence, en indiquant les nom, prénoms, domicile ou la dénomination et le siège des actionnaires, ainsi que le nombre d'actions qu'ils représentent.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à participer à distance à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par la société. Les actionnaires qui participent de cette manière à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où se tient l'assemblée générale pour le respect des conditions de présence et de majorité. Conformément à la loi, la société devra être en mesure de contrôler, grâce au moyen de communication électronique utilisé, la qualité et l'identité de l'actionnaire. Les modalités suivant lesquelles la qualité d'actionnaire et l'identité de la personne désireuse de participer à l'assemblée sont contrôlées et garanties, sont définies par le conseil d'administration de la société.

Le moyen de communication électronique mis à disposition de l'actionnaire par la société doit au moins permettre à l'actionnaire, de manière directe, simultanée et continue, de prendre connaissance des discussions au sein de l'assemblée et, sur tous les points sur lesquels l'assemblée est appelée à se prononcer, d'exercer le droit de vote.

Si cela est prévu par le conseil d'administration dans la convocation à l'assemblée générale, ce moyen de communication électronique doit en outre permettre à l'actionnaire de participer aux délibérations et d'exercer son droit de poser des questions.

La convocation à l'assemblée générale contient une description claire et précise des procédures établies par le conseil d'administration, relatives à la participation à distance à l'assemblée générale. Ces procédures sont rendues accessibles à tous sur le site internet de la société.

De même, les modalités suivant lesquelles il est constaté qu'un actionnaire participe à l'assemblée générale grâce au moyen de communication électronique et peut dès lors être considéré comme présent, sont définies par le conseil d'administration.

L'utilisation du moyen de communication électronique sera soumise aux conditions fixées par le conseil d'administration aux seules fins de garantir la sécurité de la communication électronique.

La possibilité de participer à distance aux assemblées générales pourra également être étendue, sur décision du conseil d'administration, aux titulaires de parts bénéficiaires, aux porteurs d'obligations, aux titulaires de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société, compte tenu des droits qui leur ont été attribués.

Article 35. : Bureau

Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le vice-président, ou à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents ou par une personne désignée par les actionnaires ou leurs mandataires.

Le Président de l'assemblée désigne un secrétaire et l'assemblée - pour autant que le nombre d'actionnaires présents le permette – nomme un ou plusieurs scrutateurs parmi ses membres.

Article 36. : Délibération - Résolutions - Prorogation

a) Quorum

L'assemblée générale délibère et prend des résolutions valablement quelle que soit la partie présente ou représentée du capital social, sauf dans les cas où le Code des sociétés ou les statuts exigent un quorum de présence.

b) Résolutions

Les résolutions sont prises par l'assemblée générale à la majorité ordinaire des voix, à moins que le Code des sociétés ou les statuts n'exigent une majorité spéciale.

En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Les abstentions ou votes blancs ainsi que les votes nuls ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. Ils ne sont repris ni au numérateur ni au dénominateur. Les administrateurs et commissaire(s) éventuel(s) sont élus à la majorité simple. Si celle-ci n'a pas été obtenue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix lors du premier vote.

En cas de partage des voix, le candidat le plus âgé est élu.

c) Vote par correspondance

Sur autorisation donnée par le conseil d'administration dans son avis de convocation, les actionnaires seront autorisés à voter à distance, soit par correspondance, soit sous forme électronique, au moyen d'un formulaire établi par la société. Ce formulaire comprendra obligatoirement la date et le lieu de l'assemblée, le nom ou la dénomination sociale de l'actionnaire et son domicile ou siège social, le nombre de voix que l'actionnaire souhaite exprimer à l'assemblée générale, la forme des actions détenues, les points à l'ordre du jour de l'assemblée (en ce compris les propositions de décision), un espace permettant de voter pour ou contre chacune des résolutions, ou de s'abstenir, ainsi que le délai dans lequel le formulaire de vote doit parvenir à l'assemblée.

Lorsque le vote est exprimé par correspondance, ce formulaire précisera expressément que celui-ci devra être signé, la signature légalisée et le tout remis par pli recommandé au plus tard le sixième jour avant la date de l'assemblée.

Pour ce qui concerne le vote sous forme électronique, les modalités suivant lesquelles la qualité d'actionnaire et l'identité de la personne désireuse de voter à distance sont contrôlées et garanties, sont définies par le conseil d'administration. En outre, le formulaire susvisé précisera expressément que celui-ci devra être signé, sous la forme d'une signature électronique avancée au sens de l'article 4, § 4 de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, ou par un procédé de signature électronique qui répond aux conditions de l'article 1322 du Code civil. Le vote sous forme électronique peut être exprimé jusqu'au jour qui précède l'assemblée.

d) Prorogation

Toute assemblée générale ordinaire peut être séance tenante prorogée à cinq semaines au plus par le conseil d'administration. Toute assemblée générale extraordinaire ou spéciale, peut être séance tenante prorogée à trois semaines au plus par le conseil d'administration. Cette prorogation n'annule pas les décisions prises, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour. Les formalités accomplies pour assister à la première assemblée, ainsi que les procurations, restent valables pour la seconde. De nouvelles formalités d'admission peuvent être effectuées en vue de la seconde assemblée. Celle-ci statue définitivement.

Article 37. : Droit de vote

Chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions de l'article 7 :83 du Code des sociétés et des associations.

Article 38. : Suspension du droit de vote - Mise en gage des titres - Usufruit

- a) Lorsqu'il n'aura pas été satisfait à des appels de fonds régulièrement appelés et exigibles, l'exercice du droit de vote afférent à ces actions sera suspendu.
- b) Le droit de vote attaché à une action appartenant en indivision, ne pourra être exercé que par une seule personne, désignée par tous les copropriétaires.
- c) Le droit de vote attaché à une action grevée d'usufruit sera exercé par l'usufruitier, sauf opposition du nu-propriétaire.

Si le nu-propriétaire et l'usufruitier ne parviennent pas à un accord, le juge compétent désignera un administrateur provisoire à la requête de la partie la plus diligente, à l'effet d'exercer les droits en question, dans l'intérêt des ayants droit.

- d) Le droit de vote attaché aux actions qui ont été données en gage, sera exercé par le propriétaire qui a constitué le gage.

Article 39. : Résolutions en dehors de l'ordre du jour

Il ne pourra être délibéré par l'assemblée sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour, que si toutes les actions sont présentes ou représentées et pour autant qu'il en soit décidé à l'unanimité des voix.

L'unanimité ainsi requise est établie si aucune opposition n'a été mentionnée dans les procès-verbaux de la réunion.

Article 40. : Procès-verbaux

Il sera dressé un procès-verbal de chaque assemblée pendant le cours de celle-ci.

Les procès-verbaux sont signés par le président, le secrétaire, les scrutateurs, les administrateurs présents et les actionnaires qui le souhaitent.

Sauf dispositions légales contraires et à moins d'une délégation spéciale par le conseil d'administration, les copies ou extraits de ces procès-verbaux à délivrer aux tiers ou à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou le vice-président ou par un administrateur délégué.

TITRE VII. - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION - RAPPORT DE CONTRÔLE - AFFECTATION DU BÉNÉFICE

Article 41. : Exercice social - Comptes annuels - Rapport de contrôle

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels, conformément au Code des sociétés et des associations. Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe et forment un tout.

Pour autant que la société y soit légalement tenue, le conseil d'administration dresse un rapport, appelé "rapport de gestion", dans lequel il rend compte de sa gestion. Ce rapport comprend les commentaires, informations et données mentionnés dans le Code des sociétés et des associations.

Quarante-cinq (45) jours au moins avant l'assemblée annuelle, le conseil d'administration remet au(x) commissaire(s), s'il(s) existe(nt) les pièces prescrites par le Code des sociétés et des associations.

Le(s) commissaire(s) éventuel(s) rédige(ent), en vue de l'assemblée annuelle, un rapport écrit et circonstancié appelé "rapport de contrôle", tenant compte des dispositions prescrites par le Code des sociétés et des associations.

Dès la publication des convocations à l'assemblée annuelle, les actionnaires, obligataires, titulaires d'un droit de souscription ou d'un certificat émis avec la collaboration de la société peuvent prendre connaissance au siège de la société des documents prescrits par le Code des sociétés et des associations. Ils ont le droit d'obtenir gratuitement une copie de ces documents, sur production de leur titre. Une copie de ces mêmes documents est adressée aux actionnaires en nom, aux administrateurs et commissaire(s) éventuel(s) en même temps que la convocation.

Dans les trente jours de l'approbation par l'assemblée annuelle des comptes annuels, les administrateurs déposent les documents prescrits par le Code des sociétés et des associations.

Lorsqu'en plus de la publicité prescrite par les articles 3 :10 et 3 :12 du Code des sociétés et des associations, la société procède par d'autres voies à la diffusion intégrale du rapport de gestion et des comptes annuels ou sous une version abrégée de ces derniers, celle-ci se fera dans le respect des dispositions des articles 3 :16 et 3 :17 dudit Code.

Article 42. : Affectation du bénéfice

Sur le bénéfice net, ainsi qu'il résulte des comptes annuels, il est prélevé, chaque année, au moins cinq pour cent pour la formation de la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent du capital social. Il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

Le surplus est mis à la disposition de l'assemblée qui, sur proposition du conseil d'administration, en détermine l'affectation, conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

Le paiement des dividendes a lieu aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Sauf disposition contraire du Code des sociétés et des associations, les dividendes qui n'auront pas été encaissés endéans les cinq ans à compter du jour de leur exigibilité, demeurent la propriété de la société.

Article 43. : Acompte sur dividende

Le conseil d'administration est autorisé à distribuer un acompte sur dividende, moyennant le respect des dispositions du Code des sociétés et des associations.

TITRE VIII. - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 44. : Causes de dissolution

a) En général :

En dehors des cas de dissolution judiciaire, la société ne peut être dissoute que par une décision de l'assemblée générale, délibérant dans les formes requises pour les modifications des statuts.

b) Pertes :

Si par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales, en vue de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, de la dissolution de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Les modalités en sont déterminées dans le Code des sociétés et des associations.

Les mêmes règles sont observées si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social, mais dans ce cas, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée, les abstentions n'étant repris ni au numérateur ni au dénominateur.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au capital minimum légal, tout intéressé peut demander au Tribunal la dissolution de la société. Le Tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 45. : Dissolution - Subsistance - Clôture

Après sa dissolution, que celle-ci ait fait l'objet d'une décision judiciaire ou d'une décision de l'assemblée générale, la société est réputée subsister de plein droit comme personne morale, pour sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Article 46. : Nomination de liquidateur(s)

Après sa dissolution, que celle-ci ait fait l'objet d'une décision judiciaire ou d'une décision de l'assemblée générale, la société est réputée subsister de plein droit comme personne morale, pour sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Hormis les cas de dissolution judiciaire, le liquidateur est nommé par l'assemblée générale. L'assemblée générale détermine ses pouvoirs, ses émoluments, ainsi que le mode de liquidation.

S'il résulte de l'état résumant la situation active et passive de la société établi dans le cadre d'une dissolution volontaire conformément aux dispositions de Code des sociétés et des associations, que tous les créanciers ne pourront pas être remboursés intégralement, la nomination des liquidateurs doit être soumise au président du tribunal de l'entreprise. Cette confirmation n'est toutefois pas requise s'il résulte de cet état résumant la situation active et passive que la société n'a de dettes qu'à l'égard des actionnaires et que tous les actionnaires qui sont les créanciers de la société confirment par écrit leur accord concernant cette nomination.

Article 47. : Répartition

Avant la clôture de la liquidation, le liquidateur soumet le plan de répartition de l'actif entre les différentes catégories de créanciers pour accord au tribunal de l'entreprise dans l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

En dehors des cas de fusion et après apurement du passif, l'actif net subsistant sera partagé de la manière suivante :

- a) par priorité, les actions seront remboursées à concurrence de la partie du capital qu'elles représentent, après déduction des versements qui resteraient encore à effectuer;
- b) le solde éventuel sera réparti également entre toutes les actions.

TITRE IX. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 48. : Exercice de mandats

Pour autant que son objet social le permette, si la société assume un mandat de membre d'un organe d'administration ou de délégué à la gestion journalière d'une autre société, le conseil d'administration sera tenu de désigner une personne physique comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission en son nom et pour son compte, le tout conformément au Code des sociétés et des associations. La désignation du représentant permanent efface le pouvoir de représentation organique de la société en tant qu'il concerne l'exécution de cette mission de sorte qu'à l'égard des tiers, seul le représentant permanent représentera valablement la société dans l'exercice de ladite fonction, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la société elle-même.

Si l'objet social l'autorise, la société peut également assumer la fonction de liquidateur d'une autre personne morale. Dans ce cas, elle sera tenue de désigner une personne physique pour la représenter dans l'exercice de son mandat, conformément au Code des sociétés et des associations.

Article 49. : Litiges - Compétence

Pour tous litiges entre la société, ses actionnaires, obligataires, administrateurs, commissaire(s) éventuels(s) et liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 50. : Élection de domicile

Tout actionnaire en nom, obligataire en nom, administrateur, directeur, commissaire ou liquidateur domicilié à l'étranger qui n'aura pas élu domicile en Belgique, valablement signifié à la société, sera censé avoir élu domicile au siège social où tous les actes pourront valablement lui être signifiés ou notifiés, la société n'ayant pas d'autre obligation que de les tenir à la disposition du destinataire. Une copie de ces significations et notifications sera également adressée, à titre d'information, à l'adresse de la résidence du destinataire à l'étranger.

Article 51. : Droit commun

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé aux lois belges et réglementations européennes en vigueur. En conséquence, les dispositions de ces lois et réglementations, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires ou qui deviendraient contraires aux dispositions impératives de ces lois et réglementations sont censées non écrites.

Pour coordination conforme des statuts au 13 mai 2025.

"TEXAF"

Naamloze Vennootschap
Zetel te Elsene (B-1050 Brussel), Louizalaan 130A
Ondernemingsnummer BTW BE 0403.218.607 RPR Brussel (Franstalige afdeling)

Lijst van de publicatiedata, opgesteld overeenkomstig artikel 2:8, §1 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

OPRICHTINGSAKTE :

- Vennootschap opgericht op 14 augustus 1925 en volgens akte bekendgemaakt in de Bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 28 en 29 december daarna, onder nummer 141424 en volgens het Officieel Rapport van Belgisch Congo van 15 december daarna, folio 700.

WIJZIGENDE AKTEN sinds 12 mei 2020 (*volledige historiek opgenomen in de Franse statuten*) :

- proces-verbaal (*houdende toegekend kapitaal – statutenwijziging en aanneming van een Nederlandse versie van de statuten*) opgemaakt door notaris **Vincent Vroninks**, op 12 mei 2020, waarvan de uittreksels werden bekendgemaakt op 9 juli 2020, onder nummers 20078120 (in het Frans) en 20078121 (in het Nederlands).
- proces-verbaal (*houdende kapitaalverhoging in het kader van het toegestaan kapitaal*) opgemaakt door notaris **Vincent Vroninks**, op 28 mei 2020, waarvan de uittreksels werden bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van 20 augustus daarna, onder nummers 20338271 (in het Frans) en 20338272 (in het Nederlands).
- proces-verbaal (*houdende kapitaalverhoging in het kader van het toegestaan kapitaal*) opgemaakt door notaris **Vincent Vroninks**, op 28 mei 2021, waarvan de uittreksels werden bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van 16 juni daarna, onder nummers 21336774 (in het Frans) et 21336775 (in het Nederlands).
- proces-verbaal (*houdende toegestaan kapitaal – wijziging aan de statuten*) opgemaakt door notaris **Vincent Vroninks**, op 13 mei 2025.

Deze lijst is afgesloten na het opstellen van de gecoördineerde tekst van de statuten naar aanleiding van het proces-verbaal, opgemaakt door Meester **Vincent Vroninks**, voornoemd, op 13 mei 2025.

STATUTEN

TITEL I.: NAAM - ZETEL - VOORWERP – DUUR

Artikel 1.: Rechtsvorm - Naam

De vennootschap, oorspronkelijk opgericht onder de vorm van een Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid (“*société par actions à responsabilité limitée*”), heeft de rechtsvorm van een naamloze vennootschap. Zij draagt de naam "TEXAF".

De volledige naam en de afgekorte naam kunnen samen of afzonderlijk gebruikt worden. Zij moeten altijd voorafgegaan of gevolgd worden door de vermelding "naamloze vennootschap" of de afkorting "NV".

De vennootschap is een beursgenoteerde vennootschap.

Artikel 2.: Maatschappelijke zetel

De zetel van de vennootschap is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De zetel kan bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur verplaatst worden naar iedere andere plaats in België.

De vennootschap kan op dezelfde manier administratieve zetels of bedrijfszetels, kantoren of agentschappen oprichten, in België of in het buitenland.

Artikel 3.: Voorwerp

De vennootschap heeft als voorwerp: het nemen van belangen, door de verwerving van deelnemingen, in alle industriële, commerciële of burgerlijke ondernemingen, waaronder begrepen technische, administratieve en financiële ondersteuning, en het beheren van een aldus gevormde portefeuille.

De vennootschap kan, binnen de grenzen van haar voorwerp, zowel in België als in het buitenland, alle roerende, onroerende, financiële, industriële, commerciële en burgerlijke verrichtingen doen.

De vennootschap mag door middel van inbreng, overdracht, fusie, inschrijving, verwerving van een participatie, financiële tussenkomst of anderszins, een belang nemen in alle vennootschappen of verrichtingen die een gelijkaardig of verwant maatschappelijk doel hebben of die van aard zijn de verwezenlijking van haar doel te bevorderen.

Artikel 4.: Duur

De vennootschap bestaat voor onbepaalde duur.

TITEL II: KAPITAAL - AANDELEN - OBLIGATIES - ANDERE EFFECTEN

Artikel 5.: Kapitaal

Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op vijftientig miljoen vierhonderd zesennegentigduizend negenhonderdzesenveertig euro acht cent (25.496.946,08 EUR), vertegenwoordigd door drie miljoen zeshonderd zesenzestigduizend vijfhonderdzesenvijftig (3.666.556) aandelen, zonder vermelding van nominale waarde.

Artikel 6.: Toegestaan kapitaal

Op de tijdstippen en onder de voorwaarden die hij zal bepalen, wordt de raad van bestuur gemachtigd om het kapitaal in één of meer malen te verhogen, met een maximumbedrag van vijftientig miljoen euro (25.000.000,00 EUR). Deze machtiging is geldig gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de statutenwijziging

waartoe werd beslist door de algemene vergadering van 13 mei 2025. Deze machtiging kan hernieuwd worden. Wanneer de algemene vergadering beslist om deze machtiging te verlenen of te hernieuwen, worden de bijzondere omstandigheden waarin het toegestane kapitaal gebruikt kan worden en de nagestreefde doelen, uiteengezet in een bijzonder verslag. Het ontbreken van dit verslag heeft de nietigheid van de beslissing van de algemene vergadering tot gevolg.

De raad van bestuur kan, in één of meerdere malen, onder de voorwaarden voorzien door de wet, obligaties uitgeven die converteerbaar of terugbetaalbaar zijn in aandelen, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten die op de vervaldatum recht geven op aandelen, voor een maximumbedrag dat op zodanige wijze vastgesteld is dat het bedrag van de verhogingen van het kapitaal die voortvloeien uit de omzetting of terugbetaling van de obligaties of uit de uitoefening van de inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten, de grens niet overschrijdt tot waar het kapitaal nog verhoogd kan worden door de raad van bestuur bij toepassing van het eerste lid.

De kapitaalverhogingen beslist op grond van deze machtigingen kunnen worden verricht zowel door inbreng in geld, of in natura binnen de wettelijke grenzen, als door incorporatie van vrije of onbeschikbare reserves, met of zonder uitgifte van nieuwe aandelen, al dan niet bevoorrechte, met of zonder stemrecht, met of zonder inschrijvingsrecht. Bij een kapitaalverhoging die vergezeld gaat van een storting of een boeking van een uitgiftepremie, wordt enkel het bij het kapitaal ingeschreven bedrag afgetrokken van het bruikbaar blijvend bedrag van het toegestane kapitaal.

De raad moet het voorkeurrecht eerbiedigen overeenkomstig de wet. De raad van bestuur kan echter wel, in het belang van de vennootschap en volgens de voorwaarden voorgeschreven door de wet, het voorkeurrecht beperken of opheffen dat door de wet toegekend is aan de bestaande aandeelhouders voor de kapitaalverhogingen in geld en voor de uitgiften van obligaties die converteerbaar of terugbetaalbaar zijn in aandelen, van inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten die op termijn recht geven op aandelen, beslist door de raad van bestuur, inclusief ten gunste van één of meerdere bepaalde personen andere dan de leden van het personeel van de vennootschap of van één of meerdere van haar dochtervennootschappen.

Wanneer de raad van bestuur gebruik maakt van de machtigingen zoals voorzien in dit artikel, is de raad bevoegd om de statuten aan te passen met het oog op de wijziging van het artikel met betrekking tot het kapitaal en de vertegenwoordiging ervan, om de historiek van het kapitaal aan te vullen en om, aan de hand van een tijdelijke bepaling, in te voegen in dit artikel (of in fine van de statuten), aan te duiden in welke mate de raad gebruik gemaakt heeft van zijn bevoegdheid om het kapitaal te verhogen.

Artikel 7.: Verzoek tot volstorting

De verbintenis tot volstorting van een aandeel is onvoorwaardelijk en ondeelbaar.

De aandelen die niet volgestort zijn op het ogenblik van de onderschrijving ervan, zullen geheel of gedeeltelijk volgestort zijn op de tijdstippen en voor de bedragen die door de raad van bestuur naar eigen goeddunken vastgesteld zijn.

De aandeelhouder die, na een opvraging van storting, ter kennis gebracht aan de hand van een aangetekend schrijven, de storting niet verricht heeft gedurende de termijn bepaald in de kennisgeving, moet aan de vennootschap een intrest betalen gelijk aan de wettelijke intrestvoet vermeerderd met twee procent per jaar, te rekenen vanaf de eisbaarheid van de storting.

Zolang de opgevraagde stortingen niet gebeurd zijn, na het verstrijken van de termijn bepaald in de vorige paragraaf, blijft de uitoefening van de rechten die aan deze aandelen verbonden zijn, geschorst.

Artikel 8.: Ondeelbaarheid van de effecten

Voor de uitoefening van de rechten, toegekend aan de aandeelhouders, erkent de vennootschap slechts één eigenaar per effect.

De erfgenamen, rechtverkrijgenden of schuldeisers van een aandeelhouder kunnen onder geen beding het leggen van de zegels op de boeken, goederen en waarden van de vennootschap uitlokken, tegen de waarden verzet aantekenen, de verdeling of vereffening van het maatschappelijk kapitaal vragen; zij mogen zich niet mengen in het bestuur van de vennootschap. Zij moeten zich voor de uitoefening van hun rechten houden aan de jaarrekeningen van de vennootschap en zich schikken naar de beslissingen van de algemene vergadering.

Artikel 9.: Aard van de effecten

De aandelen die niet volledig volgestort zijn, zijn op naam. De aandelen die volledig volgestort zijn en de andere effecten van de vennootschap zijn op naam of gedematerialiseerd.

Op de maatschappelijke zetel van de vennootschap wordt een register bijgehouden voor elke categorie van effecten op naam, hetzij in de originele materiële vorm, hetzij in elektronische vorm overeenkomstig de toepasselijke wetgeving. Het eigendomsrecht van de effecten op naam wordt aangetoond door de inschrijving ervan in een register ad hoc. Aan de houders van de effecten wordt een attest afgegeven dat deze inschrijving bevestigt.

Het gedematerialiseerd effect wordt vertegenwoordigd door een boeking op een rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende rekeninghouder of bij een vereffeningsinstelling. Het aantal van de op elk ogenblik in omloop zijnde gedematerialiseerde effecten wordt, per categorie van effecten, in het register van de effecten op naam, ingeschreven op naam van de rekeninghouder of van de vereffeningsinstelling.

Elke houder van gedematerialiseerde effecten kan op ieder ogenblik en op eigen kosten de omzetting van zijn effecten vragen in effecten op naam. De omzetting wordt vastgesteld door de inschrijving in het register ad hoc, binnen de vijf (5) werkdagen na het verzoek daartoe, gedagtekend en ondertekend door twee bestuurders van de vennootschap.

Artikel 10.: Overdracht van effecten

Elke overdracht van effecten op naam gebeurt door een verklaring van overdracht, ingeschreven in het register van deze effecten, gedagtekend en ondertekend door de overdrager en de overnemer of door hun lasthebber, of op de wijze toegestaan door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, desgevallend aan de hand van de elektronische handtekening overeenkomstig de toepasselijke wetgeving.

Het gedematerialiseerd effect dat op een rekening geboekt is, wordt overgedragen door de storting van rekening naar rekening.

Artikel 11.: Verkrijging van eigen aandelen

De vennootschap kan haar eigen aandelen of winstbewijzen verkrijgen door aankoop of ruil, rechtstreeks of via een persoon die handelt in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 12.: Kapitaalverhoging - Voorkeurrecht

De algemene vergadering van aandeelhouders beslist over de kapitaalverhoging overeenkomstig de voorwaarden van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bij een kapitaalverhoging in geld moeten de nieuwe aandelen eerst aangeboden worden aan de aandeelhouders naar evenredigheid van het deel van het kapitaal dat door hun aandelen vertegenwoordigd wordt.

De modaliteiten van uitoefening van dit voorkeurrecht zijn vastgesteld door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De algemene vergadering kan, in het belang van de vennootschap, het voorkeurrecht beperken of opheffen, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Wanneer het eigendomsrecht van de betrokken aandelen gesplitst is tussen de blote eigenaar en de vruchtgebruiker, komt het voorkeurrecht toe aan de blote eigenaar, behoudens andersluidende beslissing. De nieuwe aandelen waarop aldus ingeschreven wordt, zijn bezwaard met het vruchtgebruik zoals de vroegere aandelen. Wanneer de blote eigenaar zijn voorkeurrecht niet uitoefent, kan dit recht door de vruchtgebruiker uitgeoefend worden. De aandelen waarop aldus uitsluitend door de vruchtgebruiker ingeschreven wordt, behoren in volle eigendom toe aan de vruchtgebruiker.

Bij een kapitaalverhoging met uitgiftepremie dient het bedrag van deze premie bij de inschrijving volledig volgestort te zijn.

De aldus gecreëerde uitgiftepremie moet, wanneer ze niet in het maatschappelijk kapitaal geïncorporeerd is, in het eigen vermogen geboekt worden in het passief van de balans op een onbeschikbare rekening die, op dezelfde manier als het maatschappelijk kapitaal, de waarborg voor derden vormt en enkel verminderd of opgeheven kan worden bij beslissing van de algemene vergadering die beslist zoals bij een statutenwijziging.

Artikel 13.: Kapitaalvermindering

Enkel de algemene vergadering kan beslissen om over te gaan tot een kapitaalvermindering overeenkomstig de voorwaarden voor een statutenwijziging en met inachtneming van de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 14.: Obligaties

De raad van bestuur kan obligaties uitgeven waarvan hij het type bepaalt, het tijdstip en de voorwaarden van uitgifte, de intrestvoet, de wijze en het ogenblik van terugbetaling evenals alle hypothecaire of andere waarborgen die eraan verbonden kunnen zijn.

De uitgifte van converteerbare obligaties, obligaties met warrant of van warrants, kan enkel gebeuren met inachtneming van de voorschriften van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

TITEL III. – BESTUUR

Artikel 15.: Samenstelling van de raad van bestuur

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur die bestaat uit ten minste vijf (5) leden, al dan niet aandeelhouders van de vennootschap, natuurlijke personen of rechtspersonen.

De bestuurders worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders voor een periode van maximaal zes jaar.

De algemene vergadering kan het mandaat van elke bestuurder te allen tijde beëindigen, met onmiddellijke ingang en zonder reden.

De bestuurders zijn herbenoembaar.

Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, wordt een vaste vertegenwoordiger, natuurlijke persoon, aangeduid die belast wordt met de uitvoering van de opdracht in naam en voor rekening van de rechtspersoon, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Het mandaat van de uittredende bestuurders die niet herbenoemd zijn, eindigt onmiddellijk na de jaarvergadering van het jaar tijdens hetwelk het mandaat eindigt.

De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter en eventueel één of meerdere vicevoorzitters.

Artikel 16.: Vacature

Wanneer de plaats van een bestuurder vóór het einde van zijn mandaat openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht een nieuwe bestuurder te coöpteren.

De eerstvolgende algemene vergadering moet het mandaat van de gecoöpteerde bestuurder bevestigen. Bij bevestiging volbrengt de gecoöpteerde bestuurder het mandaat van zijn voorganger, tenzij de algemene vergadering er anders over beslist. Bij gebrek aan bevestiging eindigt het mandaat van de gecoöpteerde bestuurder na afloop van de algemene vergadering, zonder dat dit afbreuk doet aan de regelmatigheid van de samenstelling van het bestuursorgaan tot op dat ogenblik.

Wanneer de raad van bestuur slechts vijf leden telt en een plaats van bestuurder openvalt, moeten de overblijvende bestuurders een algemene vergadering bijeenroepen om de bestuurders te benoemen nodig voor de naleving van de statutaire bepaling met betrekking tot de samenstelling van de raad van bestuur.

Artikel 17.: Aansprakelijkheid

De bestuurders gaan geen persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van de vennootschap maar zij zijn slechts aansprakelijk voor de uitoefening van hun mandaat en de fouten begaan in hun bestuur, overeenkomstig het gemeen recht en het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 18.: Vergaderingen van de raad van bestuur

De raad van bestuur vergadert telkens het belang van de vennootschap dit vereist en telkens de voorzitter van de raad van bestuur of ten minste twee bestuurders of de gedelegeerd bestuurder of twee leden van het directiecomité dit vragen.

De oproepingen worden minstens vijf dagen voor de vergadering verstuurd, behalve in geval van hoogdringendheid te motiveren in de notulen van de vergadering. Deze oproepingen vermelden de agenda, de datum, de plaats en het tijdstip van de vergadering en worden verstuurd per brief, luchtpost, telegram, telex, fax, e-mail of enig ander (tele)communicatiemiddel dat resulteert in een schriftelijk stuk.

De oproepingen worden geacht te zijn gedaan op het ogenblik van de verzending ervan.

Wanneer alle leden van de raad van bestuur aanwezig of geldig vertegenwoordigd zijn, hoeft het bewijs van een voorafgaande oproeping niet geleverd te worden.

De vergaderingen worden gehouden op de zetel of op de plaats vermeld in de oproeping, in België of - uitzonderlijk - in het buitenland.

Zij kunnen ook plaatsvinden via telefoon- of videoconferentie. In dit geval wordt de raad van bestuur geacht bijeen te komen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

De vergaderingen worden voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij zijn ontstentenis door de oudste vicevoorzitter of, bij zijn ontstentenis, door een bestuurder die door de andere leden gekozen is.

Wanneer, in deze laatste hypothese, geen akkoord bereikt wordt, wordt de raad voorgezeten door de oudste aanwezige bestuurder.

Artikel 19.: Beraadslaging - Vertegenwoordiging van de afwezige leden

A. De raad van bestuur kan enkel beraadslagen en besluiten wanneer minstens de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Elke bestuurder kan bij brief, telegram, telex, fax, e-mail of enig ander (tele)communicatiemiddel dat resulteert in een schriftelijk stuk, volmacht geven aan een ander lid van de raad van bestuur om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de raad en er in zijn plaats te stemmen.

Een bestuurder kan nooit meer dan twee (2) van zijn collega's vertegenwoordigen.

De beslissingen van de raad van bestuur worden genomen bij gewone meerderheid van de stemmen.

Wanneer tijdens een vergadering van de raad van bestuur, op geldige wijze samengesteld, één of meerdere bestuurders of hun lasthebbers, zich van de stemming onthouden, worden de beslissingen geldig genomen bij meerderheid van de stemmen van de andere leden van de raad die aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Bij staking van stemmen heeft de voorzitter de beslissende stem.

B. De bestuurders kunnen beraadslagen en beslissen bij eenparig schriftelijk besluit.

In deze hypothese geldt een ontwerp van beslissing, voorafgegaan door een omstandige uiteenzetting van de redenen, als besluit wanneer, gelijktijdig meegedeeld aan de bestuurders, de bestuurders dit voorstel schriftelijk, onvoorwaardelijk en eenparig goedkeuren.

Deze procedure kan echter niet worden gevolgd voor de vaststelling van de jaarrekening, de aanwending van het toegestane kapitaal of voor elke beslissing van de raad waarvoor een authentieke akte vereist is.

Artikel 20.: Belangenconflicten

Wanneer een bestuurder, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat in strijd is met een beslissing of een verrichting die onder de bevoegdheid van de raad van bestuur valt, brengt hij de andere bestuurders daarvan op de hoogte vóór de beraadslaging van de raad van bestuur.

De verklaring van de betrokken bestuurder of van het betrokken lid van het directiecomité en de redenen die het tegengesteld belang in zijn hoofde verantwoorden, moet opgenomen worden in de notulen van de raad van bestuur of van het directiecomité die de beslissing moet nemen.

Wanneer de bestuurder één of meerdere commissarissen benoemd heeft, moet de betrokken bestuurder ook de commissaris(sen) op de hoogte brengen.

De bestuurder in wiens hoofde een belangenconflict bestaat zoals bedoeld in lid 1, kan niet deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur betreffende deze verrichtingen of beslissingen, noch deelnemen aan de betreffende stemming. Wanneer alle bestuurders een belangenconflict hebben, wordt de beslissing of de verrichting voorgelegd aan de algemene

vergadering; wanneer de algemene vergadering deze beslissing of deze verrichting goedkeurt, kan het bestuursorgaan overgaan tot de uitvoering ervan.

Artikel 21.: Bestuur

a) Algemeen:

De raad van bestuur kan alle handelingen verrichten die nodig of dienstig zijn voor de verwezenlijking van het voorwerp van de vennootschap, behoudens die waarvoor volgens het Wetboek van vennootschappen en verenigingen de algemene vergadering bevoegd is.

Niettegenstaande de verplichtingen die voortvloeien uit een collegiaal bestuur, zijnde overleg en toezicht, kunnen de bestuurders de bestuurstaken onderling verdelen.

b) Dagelijks bestuur

De raad van bestuur kan de bevoegdheden met betrekking tot het dagelijks bestuur van de vennootschap delegeren aan één of meerdere personen, al dan niet leden van de raad van bestuur; naargelang de beslissing van de raad van bestuur treden zij afzonderlijk op, gezamenlijk of als college.

Desgevallend kan de raad van bestuur hun vertegenwoordigingsbevoegdheid beperken.

Dergelijke beperkingen zijn niet tegenstelbaar aan derden.

De persoon aan wie deze bevoegdheden toevertrouwd zijn, draagt de titel van "directeur" en wanneer deze persoon bestuurder is, de titel van "gedelegeerd bestuurder".

c) Delegatie van bevoegdheden

De raad van bestuur en de personen belast met het dagelijks bestuur kunnen, in het kader van dit bestuur, bijzondere en bepaalde bevoegdheden overdragen aan één of meerdere personen van hun keuze.

De lasthebbers verbinden de vennootschap binnen de grenzen van de bevoegdheden die hen toegekend zijn, niettegenstaande de aansprakelijkheid van de lastgever in geval van overschrijding van hun delegatiebevoegdheden.

Artikel 22.: Vertegenwoordiging

De raad van bestuur vertegenwoordigt, als college, de vennootschap tegenover derden en in rechte.

Niettegenstaande de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur als college, wordt de vennootschap geldig vertegenwoordigd in rechte en tegenover derden, met inbegrip van een openbaar ambtenaar (waaronder de hypotheekbewaarder):

- hetzij door twee bestuurders die gezamenlijk optreden, waaronder minstens de voorzitter van de raad van bestuur, de vicevoorzitter of een gedelegeerd bestuurder;
- hetzij, binnen de grenzen van het dagelijks bestuur, door de perso(o)n(en) belast met dit bestuur.

Zij moeten geen bewijs voorleggen van een voorafgaandelijke beslissing van de raad van bestuur.

Bovendien wordt de vennootschap geldig vertegenwoordigd door de bijzondere lasthebbers die optreden binnen de grenzen van hun mandaat.

Artikel 23.: Raadgevende comités en gespecialiseerde comités

De raad van bestuur richt in zijn midden een auditcomité, een benoemingscomité en een remuneratiecomité op, waarvan de taken, bevoegdheden en samenstelling vastgesteld worden door de raad van bestuur. De raad van bestuur kan in zijn midden en onder zijn

verantwoordelijkheid eveneens één of meer raadgevende comités oprichten waarvan hij de samenstelling en de taken vastlegt.

Artikel 24.: Notulen

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden opgenomen in notulen die ondertekend worden door de meerderheid van de aanwezige leden. Deze notulen worden ingeschreven of ingebonden in een speciaal register.

De volmachten en de schriftelijke adviezen worden aan de notulen gehecht.

Behoudens bijzondere delegatie door de raad van bestuur worden de kopies of uittreksels van de notulen, voor te leggen in rechte of elders, ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of de vicevoorzitter of door een gedelegeerd bestuurder.

TITEL IV. - CONTROLE

Artikel 25.: Controle van de vennootschap

Voor zover de vennootschap daartoe wettelijk verplicht is, moet de controle op de financiële toestand van de vennootschap, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, ten aanzien van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en onderhavige statuten, van de in de jaarrekening weer te geven verrichtingen, worden opgedragen aan één of meer commissarissen, benoemd door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren.

De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

Wanneer de vennootschap wettelijk niet verplicht is om een commissaris te benoemen en beslist dit niet te doen, heeft elke aandeelhouder de individuele onderzoeks- en controlebevoegdheid van een commissaris.

TITEL V. - BEZOLDIGING VAN DE BESTUURDERS EN COMMISSARIS(SEN)

Artikel 26.

a) De algemene vergadering kan aan de bestuurders een vaste of variabele vergoeding toekennen.

De raad van bestuur kan een vergoeding toekennen aan de bestuurders of directeurs die belast zijn met bijzondere functies of opdrachten.

b) De bezoldiging van de eventuele commissarissen bestaat uit een vast bedrag, vastgesteld door de algemene vergadering bij de aanvang van hun mandaat. Deze bezoldiging kan enkel gewijzigd worden mits het akkoord van beide partijen.

Uitzonderlijke prestaties of bijzondere opdrachten kunnen enkel vergoed worden door een bijzondere bezoldiging indien zulks verantwoord wordt in het jaarverslag.

De vennootschap kan hen geen leningen of voorschotten toekennen of in hun voordeel zekerheden geven of stellen.

TITEL VI. - ALGEMENE VERGADERING VAN AANDEELHOUDERS

Artikel 27.: Samenstelling en bevoegdheden

De algemene vergadering, regelmatig samengesteld, vertegenwoordigt alle aandeelhouders.

De beslissingen van de algemene vergadering zijn bindend voor alle aandeelhouders, zelfs voor de afwezigen of zij die tegenstemden.

Artikel 28.: Gewone algemene vergadering of jaarvergadering

De gewone algemene vergadering – ook genoemd de jaarvergadering - komt jaarlijks bijeen op de tweede dinsdag van de maand mei om elf uur.

Wanneer deze dag een wettelijke feestdag is, wordt de vergadering verplaatst naar de eerstvolgende werkdag, andere dan een zaterdag, op hetzelfde tijdstip.

Deze vergadering neemt kennis van het jaarverslag en van het verslag van de eventuele commissaris(sen), beraadslaagt over de jaarrekening en keurt de jaarrekening goed; zij verleent kwijting - in een afzonderlijke stemming - aan de bestuurders en eventuele commissaris(sen), gaat over tot de herbenoeming of vervanging van de uittredende of ontbrekende bestuurders en eventuele commissaris(sen) en zij beslist over alle andere agendapunten.

Artikel 29.: Buitengewone en bijzondere algemene vergaderingen

Een *buitengewone* algemene vergadering in geval van een statutenwijziging of een *bijzondere* algemene vergadering in alle andere gevallen dan in het geval van een statutenwijziging, kan op ieder ogenblik bijeengeroepen worden om te beraadslagen en te besluiten over alle punten die tot haar bevoegdheid behoren.

Een buitengewone of bijzondere algemene vergadering moet bijeengeroepen worden op vraag van de aandeelhouders die één/tiende van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen of op vraag van de voorzitter van de raad van bestuur, van de vicevoorzitter of van de gedelegeerd bestuurder of van drie bestuurders en telkens het belang van de vennootschap dit eist.

Eén of meerdere aandeelhouders die samen minstens drie procent (3%) van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap vertegenwoordigen, kunnen, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, de opname in de agenda van te behandelen punten van elke algemene vergadering vragen; zij kunnen ook voorstellen van beslissing indienen met betrekking tot de ingeschreven agendapunten of met betrekking tot punten die in de agenda moeten opgenomen worden.

Artikel 30.: Plaats

De algemene vergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of op iedere andere plaats vermeld in de oproeping.

Artikel 31.: Oproeping - Vorm

De oproeping met de agenda moet gebeuren door een aankondiging minstens dertig dagen voor de datum van de vergadering:

- a) in het Belgisch Staatsblad;
- b) behalve voor de gewone algemene vergaderingen die plaatsvinden in de gemeente, op de plaats, de dag en het uur aangeduid in de oprichtingsakte en met een agenda die zich beperkt tot de behandeling en goedkeuring van de jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van de commissaris, van het remuneratieverslag en van de vertrekvergoeding van de uitvoerende bestuurders, bedoeld in artikel 7:92, lid 1, en tot de stemming over de kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris, in een nationaal verspreid blad;
- c) in media waarvan redelijkerwijze mag worden aangenomen dat zij voor een doeltreffende verspreiding van de informatie bij het publiek in de hele Europese Economische Ruimte kunnen zorgen en die snel en op niet-discriminerende wijze toegankelijk is.

Ingeval een nieuwe oproeping nodig is omdat het bij de eerste oproeping vereiste quorum niet bereikt is en mits voor de eerste oproeping voldaan is aan het bepaalde van deze paragraaf, de datum van de tweede vergadering in de eerste oproeping is vermeld en er geen nieuw punt op de agenda is geplaatst, wordt de in het eerste lid bedoelde termijn op minstens zeventien dagen vóór de vergadering gebracht.

Aan de houders van aandelen, obligaties of warrants op naam, aan de houders van certificaten op naam die met medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven, aan de bestuurders en aan de commissarissen worden de oproepingen binnen de in het eerste of tweede lid bedoelde oproepingstermijn meegedeeld; deze mededeling geschiedt door middel van een gewone brief, tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een ander communicatiemiddel te ontvangen; van de vervulling van deze formaliteit hoeft geen bewijs te worden overgelegd.

Wanneer alle aandelen, obligaties, warrants of certificaten die met medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven, op naam zijn, kan de vennootschap volstaan met de mededeling van de oproepingen via een ter post aangetekende brief, tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een ander communicatiemiddel te ontvangen. De vennootschap mag de aandeelhouders geen specifieke kosten aanrekenen op grond van de toepassing van deze paragraaf.

De oproepingen tot alle algemene vergaderingen bevatten ten minste de volgende gegevens vereist door de wet, inzonderheid artikel 7:129 §2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 32.: Deelname aan de vergadering

Het recht om deel te nemen aan een algemene vergadering en om er het stemrecht uit te oefenen, wordt slechts verleend op grond van de boekhoudkundige registratie van de aandelen op naam van de aandeelhouder, op de veertiende dag vóór de algemene vergadering, om vierentwintig uur (Belgisch uur) (hierna genoemd "de registratiedatum"), hetzij door hun inschrijving in het register van de aandelen op naam van de vennootschap, hetzij door hun inschrijving op de rekeningen van een erkende rekeninghouder of van een vereffeningsinstelling, ongeacht het aantal aandelen dat de aandeelhouder bezit op de dag van de algemene vergadering. De eigenaars van gedematerialiseerde aandelen die aan de vergadering willen deelnemen, moeten een attest voorleggen, bezorgd door hun financiële tussenpersoon of de erkende rekeninghouder, waaruit het aantal gedematerialiseerde aandelen blijkt die ingeschreven zijn op naam van de aandeelhouder op zijn rekeningen op de registratiedatum en waarvoor de aandeelhouder heeft aangegeven te willen deelnemen aan de algemene vergadering. Deze neerlegging moet gebeuren op de maatschappelijke zetel of bij de instellingen vermeld in de oproeping, uiterlijk op de zesde dag vóór de datum van de vergadering. De eigenaars van aandelen op naam die aan de vergadering willen deelnemen, moeten hun voornemen aan de vennootschap kenbaar maken bij brief, fax of e-mail, verzonden uiterlijk op de zesde dag vóór de datum van de vergadering.

Artikel 33.: Vertegenwoordiging

Elke aandeelhouder kan zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door één lasthebber, behoudens in de gevallen voorzien door de wet.

De raad van bestuur kan de vorm van de volmachten bepalen. De volmachten moeten de vennootschap bereiken op de plaats vermeld in de oproeping uiterlijk op de zesde dag vóór de datum van de vergadering en zij worden aan de notulen van de vergadering gehecht.

Artikel 34.: Aanwezigheidslijst

Alvorens aan de vergadering deel te nemen, moeten de aandeelhouders of hun lasthebbers de aanwezigheidslijst ondertekenen, met vermelding van de naam, voornamen, het adres of de naam en de zetel van de aandeelhouders, evenals het aantal aandelen dat ze vertegenwoordigen.

De raad van bestuur kan aan de aandeelhouders toelating geven om op afstand deel te nemen aan de algemene vergadering door middel van een door de vennootschap ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel. De aandeelhouders die op die manier aan de algemene vergadering deelnemen, worden geacht aanwezig te zijn op de plaats waar de algemene vergadering gehouden wordt wat de naleving van de voorwaarden inzake aanwezigheid en meerderheid betreft. Overeenkomstig de wet zal de vennootschap, dankzij het gebruikte elektronische communicatiemiddel, de hoedanigheid en de identiteit van de aandeelhouder kunnen controleren. De wijzen waarop de hoedanigheid van de aandeelhouder en de identiteit van de persoon die aan de vergadering wenst deel te nemen, worden gecontroleerd en gewaarborgd, worden door de raad van bestuur van de vennootschap bepaald.

Het door de vennootschap aan de aandeelhouder ter beschikking gestelde elektronische communicatiemiddel moet de aandeelhouder ten minste in staat stellen om rechtstreeks, gelijktijdig en ononderbroken kennis te nemen van de besprekingen tijdens de vergadering en om het stemrecht uit te oefenen met betrekking tot alle punten waarover de vergadering zich dient uit te spreken.

Wanneer zulks voorzien is door de raad van bestuur in de oproeping tot de algemene vergadering, moet dit elektronisch communicatiemiddel de aandeelhouder bovendien in staat stellen om deel te nemen aan de beraadslagingen en om het recht uit te oefenen om vragen te stellen.

De oproeping tot de algemene vergadering omvat een heldere en nauwkeurige beschrijving van de procedures vastgesteld door de raad van bestuur, met betrekking tot de deelname op afstand aan de algemene vergadering. Die procedures zijn voor eenieder toegankelijk gemaakt op de website van de vennootschap.

Zo ook wordt door de raad van bestuur bepaald hoe wordt vastgesteld dat een aandeelhouder via het elektronische communicatiemiddel aan de algemene vergadering deelneemt en bijgevolg als aanwezig kan worden beschouwd.

Het gebruik van het elektronische communicatiemiddel is onderworpen aan de voorwaarden bepaald door de raad van bestuur om de veiligheid van de elektronische communicatie te verzekeren.

De mogelijkheid om op afstand aan de algemene vergadering deel te nemen, kan ook uitgebreid worden, ingevolge een beslissing van de raad van bestuur, tot de houders van winstbewijzen, de houders van obligaties, de houders van warrants of certificaten die met medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven, rekening houdend met de hun toegekende rechten.

Artikel 35.: Bureau

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij zijn afwezigheid, door de oudste aanwezige bestuurder of door een persoon aangeduid door de aandeelhouders of hun lasthebbers.

De voorzitter van de algemene vergadering duidt een secretaris aan.

Artikel 36.: Beraadslaging - Besluiten - Verdaging

a) Quorum

De algemene vergadering zal geldig kunnen beraadslagen en besluiten, ongeacht het aanwezige of vertegenwoordigde deel van het kapitaal, behoudens in de gevallen waarvoor het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of de statuten een aanwezigheidsquorum eisen.

b) Besluiten

De besluiten worden door de algemene vergadering genomen bij gewone meerderheid van de stemmen, behalve wanneer het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of de statuten een bijzondere meerderheid vereisen.

Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Met de onthoudingen of blanco stemmen en de nietige stemmen wordt geen rekening gehouden voor de berekening van de meerderheid. Ze worden niet opgenomen in de teller of in de noemer. De bestuurders en eventuele commissaris(sen) worden bij eenvoudige meerderheid verkozen. Wanneer er geen eenvoudige meerderheid kon bereikt worden, moet een herstemming plaatsvinden tussen de twee kandidaten die bij de eerste stemming de meeste stemmen hebben verkregen.

Indien er gelijkheid van stemmen is, is de oudste kandidaat verkozen.

c) Stemming per brief

Mits toelating daartoe van de raad van bestuur in de oproeping, kunnen de aandeelhouders op afstand stemmen, hetzij bij brief, hetzij elektronisch, aan de hand van een door de vennootschap opgemaakt formulier. Dit formulier vermeldt verplicht de datum en plaats van de vergadering, de naam of vennootschapsnaam van de aandeelhouder en zijn adres of maatschappelijke zetel, het aantal stemmen dat de aandeelhouder wenst uit te brengen op de algemene vergadering, de vorm van de gehouden aandelen, de agendapunten (met inbegrip van de voorstellen tot beslissing), een ruimte die toelaat om te stemmen voor of tegen elk van de besluiten, om zich te onthouden, en de termijn binnen dewelke het stemformulier aan de vergadering moet overgemaakt zijn.

Wanneer de stemming per brief gebeurt, vermeldt dit formulier uitdrukkelijk dat het moet ondertekend zijn, dat de handtekening gelegaliseerd moet zijn en dat het formulier aangetekend verzonden moet worden, uiterlijk op de zesde dag voor de datum van de vergadering.

Wat de elektronische stemming betreft, worden de wijzen waarop de hoedanigheid van de aandeelhouder en de identiteit van de persoon die op afstand wenst te stemmen, gecontroleerd en gewaarborgd worden, vastgesteld door de raad van bestuur. Bovendien vermeldt het gezegde formulier uitdrukkelijk dat het moet ondertekend worden aan de hand van een geavanceerde elektronische handtekening in de zin van artikel 4, § 4 van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten, of met een elektronische handtekening die voldoet aan de voorwaarden van artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek. Er kan elektronisch gestemd worden tot de dag vóór de vergadering.

d) Verdaging

Elke gewone algemene vergadering kan, tijdens de vergadering, met maximaal vijf weken worden verdaagd door de raad van bestuur. Elke buitengewone of bijzondere algemene vergadering kan, tijdens de vergadering, met maximaal drie weken worden verdaagd door de raad

van bestuur. Deze verdaging heeft niet tot gevolg dat elke genomen beslissing wordt vernietigd, behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering.

De tweede algemene vergadering beraadslaagt over dezelfde agenda. De formaliteiten die werden vervuld om aan de eerste vergadering deel te nemen en de volmachten blijven geldig voor de tweede vergadering. Er kunnen met het oog op de tweede vergadering nieuwe formaliteiten worden vervuld en deze vergadering beslist definitief.

Artikel 37.: Stemrecht

Elk aandeel geeft recht op één stem, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 7:83 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 38.: Schorsing van het stemrecht - Inpandgeving van effecten - Vruchtgebruik

a) Wanneer de behoorlijk opgevraagde en opeisbare stortingen niet gedaan zijn, is de uitoefening van het stemrecht dat aan de betrokken aandelen toekomt, geschorst.

b) Het stemrecht verbonden aan een aandeel in onverdeeldheid mag slechts door één enkele persoon, aangeduid door alle mede-eigenaars, uitgeoefend worden.

c) Het stemrecht verbonden aan een aandeel dat met vruchtgebruik bezwaard is, wordt uitgeoefend door de vruchtgebruiker, behoudens verzet vanwege de blote eigenaar.

Kan tussen de blote eigenaar en de vruchtgebruiker geen overeenstemming worden bereikt, dan zal de bevoegde rechter op verzoek van de meest gereede partij, een voorlopige bewindvoerder benoemen, om de betrokken rechten uit te oefenen in het belang van de gerechtigden.

d) Het stemrecht verbonden aan aandelen die in pand gegeven zijn, wordt uitgeoefend door de eigenaar-pandgever.

Artikel 39.: Besluiten buiten de agenda

Over niet in de agenda begrepen punten, kan slechts worden beraadslaagd in een vergadering waarin alle aandelen aanwezig of vertegenwoordigd zijn en mits daartoe met eenparigheid van stemmen wordt besloten.

De vereiste eenparigheid staat vast indien geen verzet is aangetekend in de notulen van de vergadering.

Artikel 40.: Notulen

Van elke vergadering worden tijdens de vergadering notulen opgemaakt.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris, de aanwezige bestuurders en door de aandeelhouders die erom verzoeken.

Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen en behalve in geval van een bijzondere delegatie van de raad van bestuur, worden de afschriften of uittreksels van de notulen bestemd voor derden of voor te leggen in rechte, ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of door de vicevoorzitter of door een gedelegeerd bestuurder.

TITEL VII. - JAARREKENING - JAARVERSLAG - CONTROLEVERSLAG - BESTEMMING VAN DE WINST

Artikel 41.: Boekjaar - Jaarrekening - Controleverslag

Het boekjaar begint op één januari van elk jaar en eindigt op éénendertig december van elk jaar.

Op het einde van elk boekjaar maakt de raad van bestuur een inventaris op, alsook de jaarrekening, volgens de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De jaarrekening bestaat uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting en vormt één geheel.

Indien de vennootschap hiertoe wettelijk gehouden is, stelt de raad van bestuur een verslag op, "jaarverslag" genoemd, waarin hij rekenschap geeft van zijn beleid. Dit verslag bevat de commentaren, inlichtingen en toelichtingen die vermeld zijn in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Minstens vijfenveertig (45) dagen voor de jaarvergadering, overhandigt de raad van bestuur aan de eventuele commissaris(sen) de stukken opgesomd in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De eventuele commissaris(sen) stelt(stellen), met het oog op de jaarvergadering, een omstandig schriftelijk verslag op, "controleverslag" genoemd, rekening houdend met hetgeen bepaald is in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Vanaf de publicatie van de oproeping tot de jaarvergadering mogen de aandeelhouders, de houders van obligaties, warrants of certificaten die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, op de zetel van de vennootschap kennis nemen van de documenten voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Zij hebben het recht kosteloos een exemplaar te bekomen van deze documenten, op voorlegging van hun titel. Van diezelfde documenten wordt een kopie bezorgd aan de aandeelhouders op naam, aan de bestuurders en aan de eventuele commissaris(sen) samen met de oproeping.

De bestuurders leggen binnen de dertig dagen na de goedkeuring van de jaarrekening door de algemene vergadering, de in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen genoemde documenten neer.

Wanneer de vennootschap, naast de bij het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in de artikelen 3:10 en 3:12 voorgeschreven openbaarmaking, het jaarverslag en de jaarrekening hetzij in hun geheel of in een verkorte versie, op een andere wijze verspreidt, dan dient dit te gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3:16 en 3:17 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 42.: Bestemming van de winst

Jaarlijks wordt van de nettowinst, zoals die blijkt uit de jaarrekening, ten minste vijf ten honderd voorafgenomen tot vorming van de wettelijke reserve.

Deze voorafneming is niet meer verplicht wanneer deze reserve tien ten honderd van het maatschappelijk kapitaal bereikt. Deze voorafneming wordt hernomen wanneer de wettelijke reserve aangesproken wordt.

Het overschot wordt ter beschikking gesteld van de vergadering die, op voorstel van de raad van bestuur, de bestemming ervan bepaalt overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De uitbetaling van de dividenden gebeurt op het tijdstip en op de plaats vastgesteld door de raad van bestuur.

Behoudens andersluidende bepalingen in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, blijven de dividenden die niet worden opgevraagd binnen de vijf jaar vanaf hun eisbaarheid eigendom van de vennootschap.

Artikel 43.: Interim-dividend

Aan de raad van bestuur wordt de bevoegdheid verleend om, met inachtneming van de voorschriften vervat in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, interim-dividenden uit te keren.

TITEL VIII. - ONTBINDING - VEREFFENINGArtikel 44.: Oorzaken van ontbindinga) Algemeen:

Behoudens de gerechtelijke ontbinding, kan de vennootschap slechts ontbonden worden door een beslissing van de algemene vergadering, beraadslagend overeenkomstig de regels die voor de wijziging van de statuten gesteld zijn.

b) Verliezen:

Wanneer ten gevolge van geleden verlies het netto-actief gedaald is tot minder dan de helft van het maatschappelijk kapitaal, moet de algemene vergadering bijeenkomen binnen een termijn van hoogstens twee maanden nadat het verlies is vastgesteld of krachtens wettelijke bepalingen had moeten worden vastgesteld om, in voorkomend geval, volgens de regels die voor een statutenwijziging zijn gesteld, te beraadslagen over de ontbinding van de vennootschap en eventueel over andere in de agenda aangekondigde maatregelen.

De modaliteiten daaromtrent zijn bepaald in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Op dezelfde wijze wordt gehandeld wanneer het netto-actief ten gevolge van geleden verlies gedaald is tot minder dan één/vierde van het maatschappelijk kapitaal met dien verstande dat de ontbinding plaatsheeft wanneer zij wordt goedgekeurd door één/vierde van de stemmen uitgebracht tijdens de vergadering, waarbij de onthoudingen niet in de teller noch in de noemer opgenomen zijn.

Wanneer het netto-actief gedaald is tot een bedrag dat lager is dan het wettelijk minimumkapitaal, kan iedere belanghebbende de ontbinding van de vennootschap voor de Rechtbank vorderen. In voorkomend geval kan de rechtbank aan de vennootschap een termijn toestaan om haar toestand te regulariseren.

Artikel 45.: Ontbinding - Voortbestaan - Sluiting

De vennootschap blijft na ontbinding, ongeacht of deze door een uitspraak van de rechter, dan wel bij een besluit van de algemene vergadering plaatsheeft, van rechtswege als rechtspersoon voortbestaan voor haar vereffening en tot aan de sluiting ervan.

Artikel 46.: Benoeming van vereffenaar(s)

Behalve in het geval van gerechtelijke ontbinding, benoemt de algemene vergadering de vereffenaar(s). De algemene vergadering bepaalt de bevoegdheden van de vereffenaar(s), hun bezoldiging alsook de wijze van vereffening.

Wanneer uit de staat van activa en passiva van de vennootschap, opgemaakt in het kader van een vrijwillige ontbinding overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen blijkt dat niet alle schuldeisers volledig kunnen terugbetaald worden, dient de benoeming van vereffenaars voorgelegd te worden aan de voorzitter van de ondernemingsrechtbank. Deze bevestiging is echter niet vereist wanneer uit de staat van activa en passiva blijkt dat de vennootschap enkel schulden heeft jegens de aandeelhouders en dat alle

aandeelhouders die schuldeisers van de vennootschap zijn, hun akkoord aangaande deze benoeming schriftelijk bevestigen.

Artikel 47.: Verdeling

Vooraleer de vereffening wordt afgesloten, legt de vereffenaar het plan voor de verdeling van de activa onder de verschillende schuldeisers voor akkoord voor aan de ondernemingsrechtbank van het arrondissement waar de vennootschap haar zetel heeft.

Behalve in het geval van fusie, zal na aanzuivering van de passiva, het netto-actief verdeeld worden op de volgende wijze:

- a) bij voorrang zullen de aandelen, ten belope van het gedeelte van het kapitaal dat zij vertegenwoordigen, terugbetaald worden, na aftrek van de stortingen die gebeurlijk nog moeten verricht worden;
- b) het eventueel saldo zal op gelijke wijze over al de aandelen verdeeld worden.

TITEL IX. - ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 48.: Uitoefening van mandaten

Voor zover haar voorwerp het toelaat en wanneer de vennootschap een mandaat bekleedt van bestuurder of persoon belast met het dagelijks bestuur van een andere vennootschap, dient de raad van bestuur een natuurlijke persoon aan te duiden als vaste vertegenwoordiger die belast wordt met de uitvoering van het mandaat in haar naam en voor haar rekening, dit alles overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De benoeming van de vaste vertegenwoordiger doet de organieke vertegenwoordigingsbevoegdheid van de vennootschap verdwijnen voor zover deze betrekking heeft op de uitvoering van bedoelde opdracht, zodat ten aanzien van derden alleen de vaste vertegenwoordiger van de vennootschap geldig zal vertegenwoordigen voor de uitoefening van voormelde opdracht, onverminderd de hoofdelijke aansprakelijkheid van de vennootschap zelf.

Indien het voorwerp daarin voorziet, kan de vennootschap eveneens de opdracht waarnemen van vereffenaar van een andere rechtspersoon. In dat geval is zij gehouden een natuurlijke persoon aan te wijzen om haar te vertegenwoordigen voor de uitoefening van haar opdracht, conform het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 49.: Geschillen - Bevoegdheid

Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar aandeelhouders, obligatiehouders, bestuurders, eventuele commissaris(sen) en vereffenaars met betrekking tot de zaken van de vennootschap en de uitvoering van deze statuten, zijn alleen de rechtbanken van de maatschappelijke zetel bevoegd, tenzij de vennootschap er uitdrukkelijk aan verzaakt.

Artikel 50.: Keuze van woonplaats

Elke aandeelhouder op naam, obligatiehouder op naam, bestuurder, directeur, commissaris of vereffenaar met woonplaats in het buitenland, die geen keuze van woonplaats in België heeft gedaan, die rechtsgeldig aan de vennootschap werd betekend, wordt geacht keuze van woonplaats te hebben gedaan op de zetel van de vennootschap waar hem alle akten rechtsgeldig kunnen worden betekend of ter kennis kunnen worden gebracht, waarbij de vennootschap geen andere verplichting heeft dan genoemde stukken ter beschikking van de geadresseerde te stellen. Een kopie van deze betekeningen en kennisgevingen wordt, louter ter informatie, verstuurd naar het adres van de verblijfplaats van de bestemming in het buitenland.

Artikel 51.: Gemeen recht

Voor alles wat niet uitdrukkelijk in deze statuten geregeld is, wordt verwezen naar de bepalingen van de toepasselijke Belgische wetten en Europese verordeningen. Bijgevolg worden de bepalingen van die wetten en verordeningen waarvan niet op geoorloofde wijze bij deze statuten wordt afgeweken, beschouwd als zijnde erin opgenomen, en de clausules die strijdig mochten zijn met de dwingende bepalingen van die wetten en verordeningen worden als niet beschreven beschouwd.

Voor gelijkvormige coördinatie van de statuten op 13 mei 2025.